



## « Ma fille a été broyée » : les silences de Gabriel Attal sur les méthodes de Stanislas

Gabriel Attal, plusieurs fois interpellé, a même reçu une alerte d'un parent d'élève en novembre dernier, sans jamais réagir. Ministre de l'éducation, il a aussi refusé de dévoiler les conclusions de l'enquête administrative sur son bureau depuis l'été dernier. Depuis les révélations de Mediapart, vendredi 12 janvier, sur la scolarisation des enfants **d'Amélie Oudéa-Castéra** dans un établissement privé catholique parisien, un seul sujet domine : le paradoxe d'une ministre censée défendre le public qui inscrit ses enfants dans le privé. Sur les valeurs prônées par Stanislas ou le profil de cette école élitiste du VI<sup>e</sup> arrondissement, le premier ministre comme la ministre de l'éducation n'ont en revanche pas dit un mot, parlant seulement d'un « procès d'intention »

Dans une enquête publiée en juin 2022, Mediapart avait pourtant dévoilé, documents et témoignages à l'appui, l'univers sexiste, homophobe et autoritaire de cet établissement dans lequel les classes de collège sont majoritairement non mixtes.

De nombreux dysfonctionnements y étaient révélés : les discours homophobes omniprésents des autorités de l'établissement ; les cours d'éducation à la sexualité défailnants où l'on proscrit le préservatif ; l'assimilation de l'interruption volontaire de grossesse à un crime ; la présence de militants invités au sein même de l'établissement pour faire la promotion des thérapies de conversion, désormais illégales, pour les personnes homosexuelles.

« L'établissement est tenu de respecter les programmes de l'Éducation nationale, y compris en matière d'éducation à la sexualité. Son caractère propre lui permet néanmoins d'avoir un projet éducatif spécifique », balayait en juin 2022 le ministère, interrogé par Mediapart. « L'Église est contre l'union homosexuelle et contre l'avortement, que je sache, non ? Une école catholique ne peut dire autre chose », assumait d'ailleurs le directeur, Frédéric Gautier, interrogé en août 2023 par Le Monde

Gabriel Attal personnellement alerté en novembre

Depuis ces révélations il y a plus de dix-huit mois, la complaisance à l'égard de cet établissement n'a pas bougé d'un iota. Malgré le portrait sévère dressé de ce lycée par L'Express, Mediapart puis Le Monde et Brut, le ministère de l'éducation ferme les yeux et refuse de dévoiler les conclusions de l'enquête administrative qui lui ont été remises à l'été 2023.

De son côté, selon nos informations, Gabriel Attal a été directement alerté et sollicité par un parent d'élève de Stanislas en novembre dernier. Dans un courrier consulté par Mediapart, le parent explique avoir témoigné auprès de la mission d'inspection avec sa fille le 16 mai 2023, et regrette de ne pas avoir de nouvelles depuis. Selon lui, sa fille a été exclue du collège Stanislas de manière injuste et arbitraire, parce qu'elle dénonçait l'homophobie et le racisme de membres du personnel.

Monsieur le ministre, je vous supplie de consulter ce rapport et de prendre les sanctions administratives qui s'imposent envers ces trois personnes.

Un parent d'élève

« Notre fille, qui a été pendant neuf ans, de 2013 à 2022, au collège Stanislas, a subi un traitement discriminant durant ces dernières années au sein de l'établissement, écrit-il au ministre. Le point d'orgue a été notre convocation le 20 juin 2022 devant M. Gautier,



directeur de l'établissement, M. Jubert, censeur-directeur du lycée et M. Cucuel, préfet des premières, du matin pour le soir, sans aucun avertissement préalable. Notre fille venait pourtant de recevoir le prix d'excellence du lycée (remis par M. Gautier !) par ses professeurs tous dithyrambiques la concernant à la fois pour son travail mais aussi pour son attitude. »

« La "faute" de notre fille qualifiée notamment de "toxique" par M. Gautier a été de ne pas supporter l'homophobie, le sexisme, le racisme véhiculés par le personnel dirigeant de l'établissement et de décider de ne pas se taire [...] . Elle n'avait selon eux pas "l'esprit Stan". » Selon les documents obtenus par Mediapart, l'élève avait en effet d'excellents résultats et a bien été désinscrite de l'établissement par le directeur, en dehors de tout conseil de discipline et sans l'avis des professeur-es, parce qu'elle « ne respectait pas l'esprit de Stanislas ».

L'univers sexiste, homophobe et autoritaire de Stanislas, le « meilleur » lycée de France « Depuis, [ma fille] n'est plus la même, broyée par ce qu'elle a vécu et par l'absence de sanctions envers ses bourreaux », écrit ce père à Gabriel Attal. Dans sa lettre, il accuse un responsable de Stanislas de « harcèlement » envers sa fille, « notamment lorsque cette dernière ne supportait pas les propos homophobes, racistes et sexistes constants de ce dernier [le préfet des premières – ndlr] ». « Monsieur le ministre, je vous supplie de consulter ce rapport et de prendre les sanctions administratives qui s'imposent envers ces trois personnes », implore-t-il en guise de conclusion.

Le ministre Gabriel Attal a-t-il réagi ? Interrogé par Mediapart, son cabinet refuse de nous répondre. Le père en question n'a jamais été informé d'aucune suite et a seulement reçu un accusé réception, le 14 décembre 2023, du cabinet du ministre, précisant que son courrier serait transmis à « la directrice des affaires financières ». « Depuis, plus rien », dénonce-t-il à Mediapart.

Gabriel Attal refuse aussi de dévoiler les conclusions de l'enquête

Pendant six mois, le ministère de l'éducation et son ministre d'alors, Pap Ndiaye, ont refusé de s'exprimer sur le sujet Stanislas ou de lancer des contrôles, tandis que Valérie Pécresse refusait de suspendre les subventions de la région Île-de-France accordées à l'établissement (plus d'un million d'euros en 2022).

Ce n'est qu'après plusieurs courriers du groupe Gauche communiste, écologiste et citoyenne de la région que Pap Ndiaye s'est finalement décidé à saisir l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) en février 2023.

Cette enquête administrative, achevée à l'été 2023, est restée confidentielle depuis et Gabriel Attal, alors ministre de l'éducation, a refusé d'en dévoiler les conclusions ou de prendre des décisions. Un ancien élève de Stanislas a même saisi en novembre la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) pour exiger que le ministre rende public ce rapport. En vain.

Dans un courrier daté du 14 décembre 2023, la commission rappelle qu'un rapport d'inspection « revêt le caractère d'un document administratif communicable à toute personne qui en fait la demande ». Le ministère a toutefois contourné cette obligation en expliquant que ce rapport revêtait un « caractère préparatoire » et qu'il le communiquerait seulement lorsqu'il aurait pris des décisions sur l'établissement.

Face à ce silence, Mediapart a sollicité le rectorat de Paris à plusieurs reprises, depuis le 14 décembre 2023, pour obtenir les conclusions de ce rapport. « Le rectorat ne pourra pas donner suite à votre demande », répondait l'académie de Paris le 8 janvier dernier, nous obligeant nous aussi à lancer une procédure devant la Cada.

Malgré les multiples enquêtes de presse et cette mission d'inspection, le gouvernement refuse de réagir face à ce qu'il se passe dans cet établissement. Sur un sujet pourtant



loin de ses prérogatives, **Amélie Oudéa-Castéra**, encore ministre des sports, avait même pris la défense ardente de Stanislas, indique une source ministérielle à Mediapart.

« Je vais être très claire, ce rapport d'inspection n'est pas sur mon bureau », a-t-elle déclaré vendredi 12 janvier, interrogée par Mediapart. « J'aurai plus d'informations générales sur ce rapport. S'il y a des compléments d'enquête, ils seront menés avec toute l'indépendance nécessaire », a promis la nouvelle ministre de l'éducation à propos de l'établissement qui scolarise ses trois enfants.

